

## Un grand peuple malgré lui ?

Avant de commenter le livre de Joseph Facal, j'aimerais simplement rappeler que j'ai quitté le Québec il y a 22 ans pour travailler dans une université anglophone qui abrite depuis 1978 une faculté francophone, la Faculté Saint-Jean, autrefois un collège francophone fondé en 1908. Ignorée au Québec, c'est tout de même une université dotée d'immenses moyens, notamment dans le contexte canadien, et dont le classement international est comparable à McGill. Pour y travailler, il faut cependant vivre dans une province très conservatrice. Les conservateurs y sont au pouvoir depuis 39 ans... Avant eux, les créditistes avaient été au pouvoir pendant 36 ans. C'est une province où le taux de participation à la dernière élection provinciale a été de 38 %. Déficit démocratique ? Oui, sans aucun doute.

C'est aussi une province où la gauche sociale-démocrate est composée en grande partie de militants du Sud-Est asiatique. C'est une opposition très active, mais limitée à Edmonton. Se profile depuis environ un an à l'horizon des sondages comme réelle menace au pouvoir conservateur un mouvement encore plus à droite que le mouvement qui a produit Stephen Harper. Le *Wild Rose Party* a en effet une excellente chance de balayer les campagnes albertaines, surreprésentées politiquement, donc de prendre le pouvoir. La surreprésentation politique structurelle des campagnes en Alberta est pire qu'à l'époque de Duplessis au Québec. Le *Wild Rose Party* propose aux Albertains, et ce, en 2010 : de privatiser la santé dans une province riche, sans doute la seule province du Canada qui a les moyens d'assumer les coûts de santé exorbitants ; de doter la province d'une constitution provinciale, en prenant un premier pas vers l'affirmation d'une plus grande autonomie ; d'adopter une charte des droits à l'américaine avec comme principal « droit », celui de porter librement et sans contrôle une arme à feu. Faut-il continuer ?

Je disais que j'ai quitté le Québec pour l'Alberta il y a 22 ans, après avoir passé l'essentiel de ma vie à Montréal. Je suis né et j'ai été élevé dans le Mile-End, par des parents ouvriers engagés dans les luttes syndicales. Aller à l'université était impensable pour mes parents. J'ai donc été, en ce sens, un pur produit de la Révolution tranquille, moment charnière qui a rendu possible ce qui était naguère impossible. Surtout en éducation. Aussi, pour moi qui habite l'Alberta tout en ayant toujours de profondes attaches à Montréal, le Québec est, nonobstant ses nombreuses contradictions, bel et bien un grand peuple et non « quelque chose comme un grand peuple », pour reprendre l'expression de René Lévesque citée par Joseph Facal. Je m'explique.

Un livre paru en anglais il y a cinq ans maintenant illustre bien ma perspective, tout en venant confirmer dans un sens le point de vue « moderniste » contemporain sur le Québec des dernières décennies. Dans cet ouvrage intitulé *Regions Apart : The Four Societies of Canada and the United States*<sup>[1]</sup>, les sociologues Edward Grabb et James Curtis font du Québec l'une des quatre régions idéologiques de l'Amérique du Nord en abordant la question des valeurs nord-américaines. En s'opposant à la thèse de Seymour Martin Lipset à l'effet qu'il y aurait un clivage idéologique

fondamental entre le Canada, y compris le Québec, et les États-Unis, Grabb et Curtis distinguent quatre régions idéologiques en Amérique du Nord, soit le nord et le sud des États-Unis, le Canada et le Québec.

Les auteurs ont voulu vérifier les différences de valeurs et de croyances dans ces quatre régions en compilant des résultats de sondage sur les thèmes suivants : les enjeux moraux (religion, famille et la criminalité), l'individualisme et le collectivisme, l'inclusion sociale et la tolérance envers les minorités, les attitudes politiques et l'engagement communautaire. Ils en sont arrivés à la conclusion que l'Amérique n'est pas exceptionnelle, le Nord des États-Unis et le Canada partageant en fait des valeurs communes qui les situent au centre droit de l'échiquier politique et idéologique. Après un passé supposément commun d'héritage traditionnel, autoritaire, religieux et conservateur, le sud des États-Unis et le Québec seraient aujourd'hui aux antipodes : le Sud est toujours à droite alors que le Québec est nettement à gauche, même par rapport au Canada et au nord des États-Unis. Les Québécois seraient systématiquement plus libéraux (au sens américain du mot libéral) que les autres Nord-Américains sur les questions touchant aux droits des femmes et des homosexuels, à la participation politique, voire à l'intégration et à la tolérance vis-à-vis des immigrants. Selon Grabb et Curtis, en réaction à un passé colonial traditionnel et autoritaire, le Québec a été très engagé dans l'établissement de valeurs libérales depuis les années 1960. Ils notent que :

[...] de plusieurs façons le Québec et le sud des États-Unis sont très différents l'un de l'autre. Ces différences très claires sur des sujets comme la religion, la moralité sexuelle et la criminalité sont aussi apparentes si nous considérons le rôle de l'État. En fait, nos recherches indiquent que le Sud américain est complètement à l'opposé du Québec [...]<sup>[2]</sup>. (notre traduction)

Ils ajoutent plus loin :

dans l'ensemble, si l'on considère les résultats de la recherche, il apparaît que sur tous les sujets étudiés, les Québécois sont les plus libéraux des deux nations considérées (Canada et États-Unis) et les moins traditionnels, suivis des Anglo-Canadiens, des Américains du Nord et des Américains du Sud<sup>[3]</sup>. (notre traduction)

Or, Joseph Facal écrit justement qu'il faut

réhabiliter l'idée d'un héritage historique et culturel qui nous a été légué et un souci de transmission de cet héritage à ceux qui suivront. L'aventure québécoise n'est ni meilleure ni bonne qu'une autre, mais elle est unique et, de ce point de vue, elle est irremplaçable<sup>[4]</sup>.

Plus loin, il ajoute cependant, après un constat assez dur sur l'état actuel du Québec, surtout en matière de réforme scolaire :

Dès lors, les choix qui s'offrent à nous sont brutalement clairs. Continuer à faire semblant que tout va bien, se laisser aller au désespoir ou au cynisme, ou bien faire le pari qu'un groupe d'hommes et de femmes courageux et déterminés peut sonner le réveil, montrer la voie et mobiliser l'énergie collective (p. 226).

D'où l'idée, évoquée par Joseph Facal, d'une autre Révolution tranquille. Peut-être, mais il ne faudrait pas que cette autre Révolution tranquille développe une autre rhétorique en vase clos, sans lien

lucide avec l'état parfois lamentable de nos voisins, lequel devrait permettre de relativiser les problèmes du Québec. Revenons donc sur le cas américain.

La distinction entre le Nord et le Sud que font Grabb et Curtis doit être nuancée si on se fie aux résultats des élections américaines des dernières décennies. En fait, le clivage régional qui ressort de ces résultats est plutôt un clivage entre, d'un côté, le Centre ou *Midwest* et le Sud-Est, et, de l'autre, les côtes de la Nouvelle-Angleterre et du Pacifique ainsi que la région de Chicago. Au Centre-*Midwest* et au Sud-Est se trouve un bloc d'une trentaine d'États (sur cinquante) qui sont solidement républicains et qui constituent la majorité politique aux États-Unis. Or, Joseph Facal mentionne à plusieurs reprises l'anomie du Québec : l'anomie, au sens d'anormalité, traditionaliste du Québec d'avant la Révolution tranquille ; l'anomie, au sens d'érosion des normes, d'aujourd'hui avec des taux de suicide tragiquement inquiétants et une réforme scolaire menée par des « pédagogistes » plus obsédés par la gestion des salles de classe que par le contenu des matières enseignables... Mais nos voisins américains, souvent perçus comme le baromètre de la modernité, présentent aussi certaines anormalités, parfois en réaction à la perte potentielle de normes : par exemple, la majorité conservatrice américaine est très religieuse, et ce, au point de s'opposer à la science, donc au monde moderne, comme le montre l'opposition de 60 % des Américains à la théorie de l'évolution, ce qui constitue le plus haut pourcentage d'opposition de tous les pays industrialisés et urbanisés...

Tout cela soulève la question de la modernité. Un grand peuple est-il forcément un peuple moderne ? La modernité a été définie comme l'érosion des normes dans les sociétés mécaniques et traditionnelles, remplacées par l'individualisme moderne. On a souvent considéré cette modernité individualiste comme étant au cœur même de la culture américaine. La vieille thèse des sociologues de Chicago sur le Québec avançait que notre identité même se posait en résistance à l'individualisme américain, et que cette résistance aurait perduré jusqu'au milieu du siècle dernier malgré l'érosion de l'infrastructure du monde rural et son remplacement par un monde urbain et industriel. Pourtant, quand on regarde la situation politique aux États-Unis, même sous Obama, ainsi qu'en Alberta, la province canadienne la plus idéologiquement proche du conservatisme américain, on constate que la résistance à l'individualisme moderne y constitue encore un enjeu identitaire fondamental. C'est donc qu'il y a eu et qu'il y a encore, ailleurs qu'au Québec d'avant la Révolution tranquille, une résistance farouche à la modernité, un repli dans le monde communautaire, souvent justifié par des croyances religieuses. Les questions que je pose sont donc les suivantes : cette idée d'un Québec comme petite société qui était en marge de la modernité avant de connaître une modernité excessive avec la Révolution tranquille a-t-elle le moindre sens ? Qu'en est-il aujourd'hui quand les symptômes présumés d'une petite société voulant devenir grande sont observables dans une soi-disant grande société, par exemple aux États-Unis ? Qu'en est-il en effet dans la mosaïque des petits États américains qui constituent une majorité politique ?

La modernité génère de l'angoisse face à l'érosion des normes traditionnelles. Soit. Mais elle a aussi produit un recours important, celui des droits et de la légitimité de les revendiquer. Quiconque a vécu aux États-Unis – dans mon cas, j'ai vécu 18 mois à Seattle, et arpenté en voiture les régions américaines du Pacifique nord-ouest jusqu'au Missouri, et même jusqu'aux États limitrophes du Québec ainsi qu'autour du lac Champlain – peut palper cette angoisse au quotidien, cette peur propre à la réalité américaine, notamment exprimée à la radio, de glisser à travers les mailles de la communauté. Au Québec, au contraire, il me semble que les gens en général n'ont pas peur de l'individualisme moderne et, à mon avis, cela est dû non pas à la supposée modernité excessive du Québec depuis la Révolution tranquille, mais bien à une longue et vieille tradition de résistance, active ou passive, à l'anglo-conformité. Pour moi, l'identité des Québécois, tout comme celle des francophones des autres provinces, n'a pas consisté en un enracinement culturel passif, mais a plutôt trouvé sa source dans des luttes, éminemment modernes, de revendication de droits, linguistiques ou syndicaux, à un moment

d'intense industrialisation et de laminage culturel. Ce sont ces dimensions que les historiens « modernistes » ont voulu faire ressortir, pour montrer justement le côté unique et irremplaçable, riche et contradictoire de l'expérience québécoise comprise, non pas en marge, mais au cœur même des contradictions de la modernité, du moins une certaine modernité décentrée, n'appartenant pas à un seul espace ethnique – en l'occurrence, le monde anglo-protestant. Le Québec est donc un grand peuple, selon moi, parce qu'il a su créer, comme le montrent les sondages de Grabb et Curtis, un espace moderne assez unique en Amérique du Nord, un espace somme toute tolérant, créatif et ouvert sur le monde.

Mais l'argumentation au sujet de la « souche » identitaire culturelle prive les Québécois, pour ainsi dire, de leur victoire. Depuis la Conquête britannique, aucune grande période, que ce soit 1760-1840, 1840-1950, ou 1950-2010, n'a à mon avis été caractérisée par un transfert massif de l'infrastructure matérielle et culturelle d'une période à l'autre. De 1760 à 1840, presque tout était organisé autour du commerce, notamment des fourrures, et de l'agriculture ; de 1840 à 1950, tout a pivoté autour d'un monde de plus en plus industriel et d'une agriculture commerciale et spécialisée ; enfin, depuis le milieu du siècle précédent, tout ou presque a basculé dans le secteur tertiaire. Ce qui est resté d'une période à l'autre, potentiellement comme pivot identitaire, ce sont les luttes pour le simple fait de continuer à parler français, et ce, non pas pour créer un espace unilingue, mais bien pour créer un espace linguistique non monolithique au Canada. Comme l'écrivait Samuel La Selva dans son livre sur Georges Étienne Cartier<sup>[5]</sup>, loin de jouer à la petite loterie, les leaders du XIX<sup>e</sup> siècle ont essentiellement créé les assises morales du Canada autour de la notion de diversité. Cette lutte a finalement abouti aux réformes des années 1960 et à la Charte canadienne des droits. Elle s'est par la suite perpétuée avec divers cas tels la cause *Mahé* en Alberta dans les années 1980, et elle continue à se perpétuer, pour citer un autre exemple albertain, avec la cause *Caron* des années 2000, qui a le potentiel de bouleverser la gouvernance linguistique des Prairies.

En somme, si le Québec apparaît, selon moi, comme un grand peuple lorsque l'on adopte la perspective d'un Albertain, il semble incapable d'apprécier ses réalisations malgré tous les problèmes qui l'affligent. Il en est malheureusement ainsi parce que le Québec est prisonnier du discours misérabiliste sur la souche culturelle identitaire qui, paradoxalement, le prive non seulement de son histoire, mais aussi de ses liens avec les francophones des autres provinces ayant aussi contribué, et contribuant toujours, dans un sens, à la modernisation du Canada. C'est pourquoi je crois que certains constats tirés par Joseph Facal sur le Québec me semblent trop sévères. Ce n'est pas dire que le Québec devrait se mettre la tête dans le sable et éviter de faire face à ses problèmes ; plutôt, ces problèmes devraient être constamment relativisés, ne serait-ce que par souci de comprendre que, si le parcours du Québec est unique et irremplaçable, il a aussi des points communs avec des sociétés et communautés, voisines. Prenons l'exemple de la réforme scolaire.

Le débat sur la réforme scolaire et la critique des pédagogues n'est pas sans rappeler le débat américain sur la réforme des curriculum au niveau universitaire. Or, aux États-Unis, les deux universités qui ont remporté le plus grand nombre de prix Nobel sont *Columbia* (94 prix) et la *University of Chicago* (70 prix). Ce sont aussi les deux universités qui ont, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, servi de modèle aux autres universités pour définir le tronc commun de cours suivi lors des deux premières années universitaires. Toutefois, à la fin du siècle dernier, et tout récemment, les deux institutions ont pris des chemins radicalement opposés à cet égard. En 1998, l'Université de Chicago a réduit le nombre de cours obligatoires de 21 à 15 tout en élargissant les domaines à l'étude<sup>[6]</sup>. Il faut dire que l'année précédente, la même université avait aboli au complet sa faculté d'éducation, une faculté qui comptait pourtant à une époque des théoriciens de l'éducation aussi importants que John Dewey<sup>[7]</sup>. Les changements au *core curriculum* faisaient suite à un très long débat qui avait opposé pendant des décennies les partisans d'un cursus par matières aux partisans d'un cursus pratique, voire

pragmatique<sup>[8]</sup>.

Une approche par l'expérience pratique avait été lancée par John Franklin Bobbitt dès 1918 avec son ouvrage *The Curriculum: a Summary of the Development Concerning the Theory of the Curriculum*<sup>[9]</sup>. En fait, les travaux de Bobbitt ont contribué à développer une branche d'étude importante en éducation, soit l'étude du curriculum. Bobbitt, qui pourtant avait été professeur à la *University of Chicago* avant de se joindre à *Columbia*, était partisan d'une formation pragmatique qui éliminerait les matières que les étudiants n'utiliseraient pas après l'université. Par la suite, cette vision pragmatique se retrouva, selon moi, dans la réforme pédagogique du niveau collégial québécois des années 1980-1990, elle-même inspirée par le modèle du *Alverno College* à Milwaukee, où l'objectif poursuivi dans les programmes était « de concevoir le curriculum en termes de résultats à atteindre davantage qu'en terme de contenu<sup>[10]</sup> ». La réduction des cours dans le tronc commun de la *University of Chicago* à la fin des années 1990 fut interprétée, surtout par les milieux conservateurs, comme le résultat de l'influence néfaste de l'approche pragmatique et comme un recul déplorable d'une vision centrée sur les disciplines et les matières à couvrir plutôt que sur les objectifs d'application immédiate. Il faut dire aussi que l'assaut conjugué du postmodernisme et du postcolonialisme contre les canons de la culture occidentale avait beaucoup contribué à la remise en question du curriculum classique, si on peut dire, jugé trop ethnocentrique. En réponse à ses critiques, *Columbia* donna au contraire plus d'ampleur à son curriculum, mais en élargissant la matière fondamentale à étudier à des cultures autres que la culture occidentale. Pour sa part, Harvard adopta une approche reflétant à la fois les préoccupations de Bobbitt sur l'importance de l'autonomie des étudiants et de leurs intérêts, et l'approche plus classique par matière. Ainsi, Harvard développa tout récemment, en 2006 et 2007, une approche où l'étudiant a le choix de suivre au moins un cours dans huit catégories ou modules différents. Cette approche n'est pas sans rappeler l'approche de Dewey et celle du *Project-Based Learning*. Dans *How We Think*<sup>[11]</sup>, Dewey, qui comme Bobbitt commença sa carrière à Chicago pour ensuite rejoindre *Columbia*, définit l'enseignant d'abord comme un leader intellectuel, non pas de par sa position d'autorité, mais bien en raison de son savoir et de son expérience.

Dans tous ces débats autour du curriculum et des moyens à utiliser pour atteindre ses objectifs, on retrouve les mêmes questions fondamentales : quel genre d'individu une éducation générale vise-t-elle à former ? Dans quel but ? Selon quelles compétences essentielles ? Malgré des différences d'orientation importantes entre les institutions, il est clair que la tendance générale actuelle en Amérique du Nord vise à accorder une autonomie accrue aux étudiants. Or, cette autonomie doit s'exercer dans un cheminement balisé par un souci de couvrir certaines matières importantes, et ce, afin de développer des compétences essentielles qui permettront aux étudiants de s'adapter aux contextes rapidement changeants du XXI<sup>e</sup> siècle.

Enfin, je raconte tout cela simplement pour faire ressortir le fait que le Québec n'est pas le seul à s'interroger sur l'éducation, que ce soit au niveau primaire, secondaire ou universitaire, dans le cadre d'un questionnement toujours axé, au fond, sur les enjeux de la modernité. Or, en 2006, les résultats des tests de l'OCDE<sup>[12]</sup> montraient que le Canada se classait au 4<sup>e</sup> rang mondial en lecture et écriture (les États-Unis, en 60<sup>e</sup> place), au 3<sup>e</sup> rang mondial en science (les États-Unis, au 29<sup>e</sup> rang) et au 6<sup>e</sup> rang mondial en mathématiques (les États-Unis, au 36<sup>e</sup> rang). À ces tests, à l'intérieur même du Canada, le Québec « libéral », au sens de plus à gauche, et l'Alberta conservatrice, où les pédagogues sévissent autant qu'au Québec, auraient bien performé, autre preuve sans doute que les chemins de la modernité sont contradictoires.

**Claude Couture\***

## NOTES

---

- \* L'auteur est professeur à l'Institut d'études canadiennes, au Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta (Edmonton).
- [1] E. Grabb et J. Curtis, *Regions Apart : The Four Societies of Canada and the United States*, Toronto, Oxford University Press, 2004.
- [2] Grabb et Curtis, p. 174.
- [3] *Ibid.*, p. 149.
- [4] J. Facal, *Quelque chose comme un grand peuple*, p. 185. Les prochaines références à cet ouvrage sont indiquées entre parenthèses dans le corps du texte.
- [5] Samuel V. LaSelva, *The Moral Foundations of Canadian Federalism. Paradoxes, Achievements, and Tragedies of Nationhood*, Montreal/Kingston, McGill/Queen's, 1996, 264 p.
- [6] Ethan Bronner, « Winds of Academic Change Rustle University of Chicago », *NY Times*, 28 décembre 1998.
- [7] « End of Education School Stirs Debate », *New York Times*, 17 septembre 1997 .
- [8] A. V. Kelly, *The Curriculum: Theory and Practice* (5<sup>e</sup> édition), Thousand Oaks, Sage Publications, 2004, 256 p.
- [9] John Franklin Bobbitt, *The Curriculum : a Summary of the Development concerning the Theory of the Curriculum*, Boston, Houghton Mifflin, 1918, 418 p. Voir aussi: *The Curriculum of Modern Education*, New York, McGraw-Hill, 1941, 419 p.
- [10] Jacques Laliberté, « Alverno : une réforme pédagogique riche d'enseignements », *Pédagogie collégiale*, vol. 2, no. 4, 1989, p. 38.
- [11] John Dewey, *How We Think*, New York, Dover Publications, 1910, 210 p.
- [12] *OECD PISA Database* 2006.